



WHERE ^{the}
RAIN FALLS

Là où tombe la pluie

AGIR FACE AUX CHANGEMENTS : Droits et équité dans le contexte du changement climatique, de l'insécurité alimentaire et de la mobilité humaine



Renforcer le rôle des populations vulnérables dans la lutte contre la crise climatique

Le rapport du GIEC est clair : le changement climatique est réel. Les gaz à effet de serre émis par le passé entraînent déjà des impacts irréversibles en termes de changement climatique. L'élévation du niveau de la mer entre 1993 et 2010 a été deux fois plus rapide que l'élévation moyenne entre 1901 et 2010. 2001-2010 a été la décennie la plus chaude depuis 1850 et selon les tendances actuelles les températures moyennes pourraient encore augmenter de 5,5 °C par rapport à l'époque préindustrielle d'ici à 2100. Si rien n'est fait, ces changements entraîneront une baisse de plus en plus importante des rendements agricoles et de la quantité d'eau disponible ce qui pèsera sur la sécurité alimentaire des populations les plus vulnérables alors qu'elles ont peu contribué à ce phénomène et ont des capacités d'adaptation très limitées. Mais avec une intervention

ambitieuse, cette hausse pourrait rester inférieure à 2°C, le seuil qui nous permettrait d'éviter les effets climatiques les plus dangereux en termes financiers et humains.

L'étude « Where the Rain Falls », menée par CARE et l'Université des Nations Unies (UNU), confirme que les communautés subissent déjà les effets du changement des régimes pluviométriques. Elle montre aussi qu'un élément crucial pour une adaptation réussie est l'accès à une meilleure information notamment climatique et à plus d'équité. Il faut permettre aux foyers vulnérables de diversifier leurs moyens de subsistance, d'être plus impliqués dans les processus décisionnels et de garantir le respect de leurs droits fondamentaux comme l'éducation. Sans actions majeures et immédiates en termes de mitigation et financement de l'adaptation, l'adaptation sera impossible pour certains foyers et les phénomènes de migrations forcées augmenteront.

Il n'est pas trop tard pour agir et défendre plus de justice climatique.

WHERE THE RAIN FALLS

Where the Rain Falls est un projet de recherche-action, financé par le groupe AXA et la fondation MacArthur qui vise à mieux comprendre les liens entre changement des cycles de précipitations, sécurité alimentaire et mobilité humaine. L'étude, menée dans 8 pays*, fournit une explication plus fine de la façon dont ces trois variables interagissent. Elle propose aussi des pistes pour mieux orienter les politiques d'adaptation et de sécurité alimentaire afin de s'assurer que, quelles que soient les stratégies adoptées par les foyers, y compris la migration, elles contribuent à renforcer leur résilience au changement climatique.

*Pérou, Guatemala, Ghana, Tanzanie, Inde, Bangladesh, Thaïlande, Vietnam

POURQUOI FAUT-IL AGIR RAPIDEMENT ?

Une plus grande variabilité climatique et des risques accrus

Sur les huit sites où l'étude a été menée, les résultats confirment que 79 % des personnes interrogées subissent aujourd'hui le changement climatique, notamment à travers des sécheresses ou crues plus fréquentes, le changement constant des saisons des pluies ou encore l'accroissement de l'intensité des précipitations. Pour les foyers pauvres, en situation d'insécurité alimentaire et dont les moyens de subsistance reposent sur l'agriculture, qui n'ont très souvent pas accès aux prévisions météorologiques et ne se fient qu'à leurs savoirs ancestraux, ces changements revêtent une grande importance pour la pérennité de leurs moyens de subsistance.

Au Bangladesh, 89 % des foyers étudiés sont affectés financièrement par la variabilité des précipitations. Au Ghana, 85 % des foyers étudiés vivent principalement de l'agriculture de subsistance et de l'élevage mais n'ont pas encore accès à l'irrigation ce qui rend l'agriculture totalement dépendante des précipitations.

Les foyers dont l'agriculture est l'activité principale signalent presque unanimement que le changement des cycles de précipitations affecte déjà le niveau de la production alimentaire en générant des récoltes difficiles à prévoir et sur lesquelles ils ne peuvent pas compter, ce qui contribue à accentuer leur insécurité alimentaire. Les changements climatiques qu'ils observent ou craignent déterminent leurs décisions en matière de moyens de subsistance et de gestion des risques. Le phénomène de migration fait partie des stratégies pour faire face à ces risques. Là où la dépendance à l'égard de l'agriculture pluviale est particulièrement importante et où les options de diversification des moyens de subsistance sont peu nombreuses, l'impact de la variabilité des précipitations sur la sécurité alimentaire influence grandement la décision des foyers de migrer. Les migrations surviennent majoritairement à l'intérieur des frontières vers les zones urbaines ou rurales.

Dans les communautés étudiées en Tanzanie, où il y a peu d'options de moyens de subsistance non-agricoles, les trois principaux facteurs qui orientent les décisions de migrer sont la fréquence accrue des périodes de sécheresse, des périodes de sécheresse plus longues et la pénurie d'eau.

Vulnérabilité, Équité et Autonomisation

Face au changement climatique, l'aptitude à faire des choix plus informés, afin de gérer les risques et réduire la vulnérabilité, est vitale. Alors que la migration renforce la résilience de certains foyers, pour d'autres, c'est un moyen de survie qui peut faire diminuer leurs ressources et augmenter leur vulnérabilité. L'expérience migratoire

de certains foyers souligne l'importance de traiter des iniquités en termes de genres, de droits, de gouvernance, d'accès efficace aux ressources ou d'éducation si l'on veut permettre à ces populations de s'adapter de manière durable.



Égalité des genres et « empowerment » des femmes

Dans le district de Kurigram au Bangladesh, l'étude a montré que 97 % des migrants sont des hommes. Les femmes qui restent se retrouvent alors souvent avec des charges de travail supplémentaires et font face à un risque accru de harcèlement sexuel. Cela peut alors conduire les pères à marier leurs filles jeunes avant qu'elles ne soient victimes de harcèlement sexuel. Cette expérience met en évidence la nécessité d'intégrer un travail sur l'égalité des genres dans les projets d'adaptation.

Pour intégrer l'égalité des genres, il faut coopérer avec les hommes et les femmes afin de déterminer dans quelle mesure le changement climatique et les actions pour y faire face les affectent, d'accroître les connaissances sur les rôles de chacun et la manière dont ils peuvent limiter les capacités d'adaptation. Les programmes doivent promouvoir la participation des femmes aux processus décisionnels au sein du foyer et au niveau communautaire. Par ailleurs, l'accès des femmes à l'information et aux ressources, y compris à la terre et aux services financiers, doit être renforcé.

Accès à la terre, à l'eau et aux moyens de subsistance

Un accès sûr et équitable aux ressources comme la terre et l'eau et aux intrants agricoles ainsi que la possibilité de diversifier ces moyens de subsistance est vital pour les foyers en situation d'insécurité alimentaire qui dépendent principalement de l'agriculture. Au Vietnam, les foyers étudiés qui sont les plus vulnérables et qui sont les plus susceptibles de migrer n'ont pas de terres (31%) ou très peu (26%). Comme la propriété foncière est de plus en plus concentrée, ces foyers cherchent souvent du travail comme main-d'œuvre agricole dans des fermes proches plus importantes, mais la mécanisation grandissante de l'agriculture dans le delta du Mékong réduit la demande de main-d'œuvre.

Ces changements ainsi que le manque d'accès à la terre montrent qu'il y a de moins en moins d'options de moyen de subsistance autres que la migration pour ces foyers. De même, les communautés étudiées en Inde dépendent d'une seule et unique récolte annuelle, qui elle-même repose sur l'irrigation par canaux. Elles éprouvent cependant de plus en plus de difficultés à avoir accès à un approvisionnement

en eau suffisant puisque le développement industriel environnant accroît la concurrence, tant pour l'accès à l'eau que pour l'accès à la terre. De plus, le développement en question n'a pas généré d'options extra-agricoles pour les foyers vulnérables étant donné que la main-d'œuvre est en grande partie « importée ».

Gouvernance et protection sociale et financière

Les communautés étudiées en Thaïlande qui affichent un haut niveau de résilience citent l'accès aux infrastructures et aux programmes de protection sociale du gouvernement comme un élément déterminant de leur adaptation. En Inde, en revanche, bien que le gouvernement ait créé d'importants programmes nationaux de protection sociale, notre étude montre que les familles les plus vulnérables sont parfois écartées de ces programmes. Pour les foyers très vulnérables, pour qui la migration est peut-être le dernier recours, les programmes de sécurité sociale leur fournissent une aide cruciale, les empêchant de s'enfoncer davantage dans la pauvreté lorsque les catastrophes sont trop fréquentes. Les populations les plus vulnérables doivent avoir accès à ces mécanismes et l'Etat doit leur rendre des comptes sur leurs fonctionnements.

Les jeunes et l'éducation

L'éducation permet aux jeunes d'accéder à un grand nombre d'options en termes de moyens de subsistance et ainsi de sortir de la pauvreté. En règle générale, dans les foyers des huit pays étudiés ayant migré avec succès, les enfants ont suivi plus années d'étude que leurs parents, ce qui révèle une tendance générale à la hausse pour l'avenir des familles. La migration permet d'améliorer l'éducation : en Thaïlande, 38 % des migrations se font pour l'éducation.



Néanmoins, la migration peut également entraver l'éducation des enfants, et comme les foyers ont actuellement des difficultés à gérer les risques, l'impact de cette décision sur les générations futures ne doit pas être négligé. Dans le district de Janjgir en Inde, ce ne sont pas des personnes seules qui migrent, mais des familles entières, ce qui conduit bien souvent les enfants à interrompre leur scolarité et crée de ce fait une tendance intergénérationnelle qui désavantage les enfants de migrants car ils ne disposeront pas d'autant d'options de moyens de subsistance pour leur avenir. L'accès à l'éducation est un droit fondamental que les populations vulnérables devraient être en mesure d'exercer pour renforcer leur capacité à prendre des décisions éclairées concernant la migration, à élargir leurs options de moyens de subsistance,

même quand elles migrent, et à éviter les conséquences négatives éventuelles découlant de la décision de migrer.

L'expérience des foyers dans les huit pays étudiés indique que leur vulnérabilité et leur capacité à prendre des décisions éclairées dépendent fortement de leur accès à des moyens de subsistance divers et aux ressources, mais également de la bonne gouvernance, du respect de l'égalité des genres et des droits à l'éducation. Le changement climatique est un défi majeur pour les populations déjà pauvres et vulnérables.

COMMENT AGIR RAPIDEMENT : ADAPTATION À BASE COMMUNAUTAIRE POUR LES FOYERS EN SITUATION D'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE

De la recherche aux actions concrètes

Il faut agir de manière urgente pour lutter contre le changement climatique. CARE s'y emploie déjà en tirant parti des résultats de l'étude détaillée ici et en les mettant en application dans des projets d'adaptation communautaire dans quatre des huit pays étudiés : l'Inde, la Thaïlande, le Pérou et la Tanzanie. Ces projets mettent l'accent sur l'empowerment des femmes, les pratiques agricoles résilientes et durables et l'amélioration de la gestion de l'eau – participative, équitable et plus transparente. CARE travaille en priorité avec les communautés vulnérables et isolées. L'obstacle que représente le changement climatique dans l'éradication de l'extrême pauvreté exige que les donateurs, les gouvernements et les ONG adoptent une perspective plus globale des enjeux des populations pauvres ainsi que du contexte politique, économique et social dans lequel elles prennent leurs décisions.

Étude de cas : Projet d'adaptation communautaire (CBA) en Tanzanie

Les communautés étudiées en Tanzanie, qui vivent essentiellement de l'agriculture pluviale, ont estimé que la sécheresse était l'aléa climatique le plus dangereux pour les moyens de subsistance des foyers. Pour plus de 80% des foyers, les changements de précipitations ont déjà « beaucoup » affecté la production alimentaire. Pour faire face à cela, les communautés ont décidé de mettre en place avec CARE un projet d'adaptation communautaire de gestion équitable des ressources en eau. Le projet repose principalement sur la création d'équipes d'apprentissage multi-acteurs (les LPA), dans lesquelles les participants sont chargés d'élaborer des plans d'actions concrets et de faire du plaidoyer pour leur mise en place. Regroupant des représentants du gouvernement, des organisations de la société civile, des ONG, des chercheurs et de la communauté, l'objectif des LPA est de capitaliser sur les compétences et les expériences existantes des différents acteurs et de favoriser l'accès et la compréhension des informations climatiques.

Ces groupes de discussion travaillent sur 3 thématiques :

Genre

Prônant une approche transformative sur le genre, le projet vise à assurer la reconnaissance des besoins des femmes et des filles. Une analyse de la vulnérabilité et de la capacité d'adaptation au changement climatique (CVCA) a synthétisé les savoirs des peuples autochtones et les stratégies d'adaptation en matière de gestion des ressources en eau pour l'agriculture, notamment celles qui répondent aux besoins des femmes marginalisées et vulnérables au changement climatique. La promotion de la participation des femmes aux LPA leur permettra de collaborer avec des acteurs-clés et d'avoir une influence sur la gestion de l'eau au niveau local.

Renforcement des capacités

Les associations des utilisateurs d'eau (WUA ou Water Users' Associations) seront dotées d'un système d'information météorologique novateur et seront formées pour prendre des mesures, effectuer des analyses et échanger des données avec la commission des prévisions météorologiques du district et l'Agence météorologique de Tanzanie (TMA ou Tanzania Meteorological Agency). Les WUA seront invitées à sécuriser les informations relatives aux prévisions météorologiques fournies par la TMA et d'autres sources fiables afin de promouvoir des décisions équitables concernant l'allocation de l'eau. Des fermes modèles et des formations menées par les agriculteurs « modèles » (Farmer Field Schools) seront mises en place pour la diffusion des informations et l'apprentissage des techniques d'adaptation en matière de gestion des ressources en eau pour l'agriculture, y compris celles mises en évidence par la CVCA.

Gouvernance

Les communautés développeront un plan d'adaptation au changement climatique, avec le budget nécessaire à sa mise en œuvre, et plaideront en faveur de son inclusion dans les plans de développement annuels au niveau de la communauté et du district.

Accès équitable à l'eau

Seule, l'adaptation n'est pas suffisante. Les parties de la CCNUCC doivent agir de toute urgence et avec plus d'ambition pour lutter contre la crise climatique.

COMMENT AGIR RAPIDEMENT : CHANGEMENT DE POLITIQUE

Les autorités locales et nationales, dans les pays développés et en développement, doivent agir pour relever les défis liés au changement climatique et aider les communautés vulnérables à s'adapter.

CARE International appelle les parties de la CCNUCC à agir dès maintenant afin de :

- **Réduire d'urgence et de manière significative les émissions de gaz à effet de serre** conformément aux données scientifiques les plus récentes. Les pays développés doivent revoir à la hausse leurs engagements d'atténuation pré-2020 à Varsovie et post-2020 d'ici 2014 pour le sommet Climat organisé par Ban Ki-moon. Les parties doivent également indiquer la façon dont elles atteindront ces objectifs. Les pays en développement doivent avoir accès à une aide technique et financière pour pouvoir contribuer aux efforts d'atténuation à l'échelle mondiale.
- **Favoriser et augmenter le nombre de nouveaux financements pour l'adaptation** par les pays développés. Lors de la COP19, les ONG demandent une feuille de route pour mobiliser 100 milliards de dollars par an d'ici 2020 et notamment un objectif intermédiaire à 2016/2017. Au moins 50 % de ces financements publics doivent être alloués à l'adaptation. Des engagements substantiels et immédiats sont aussi nécessaires en ce qui concerne le Fonds d'adaptation et le Fonds pour les PMA. Si rien n'est fait en termes de réduction des émissions, des

financements supplémentaires seront nécessaires pour faire face aux pertes et dommages.

- **Favoriser les populations les plus vulnérables et intégrer l'égalité des genres dans les mesures de lutte contre le changement climatique.** Les populations vulnérables et notamment les femmes doivent être aidées en priorité et pouvoir participer - en étant formées - aux processus-clés de la planification comme les plans nationaux d'adaptation.
- **Porter une attention particulière aux impacts du changement climatique sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle et sur l'agriculture familiale.** L'ensemble des décisions prises lors de la COP19 doivent promouvoir des techniques agricoles durables et améliorées pour garantir la sécurité alimentaire des agricultures familiales. Pour améliorer les pratiques, ce sujet doit notamment être traité dans le programme de travail de Nairobi. Enfin, les efforts déployés pour soutenir l'agriculture à petite échelle doivent se concentrer en priorité sur l'adaptation et non la mitigation.
- **Assurer la coordination avec les principaux processus politiques à l'échelle mondiale, comme les objectifs pour le développement post 2015 et le Cadre d'action de Hyogo.** Les parties doivent reconnaître le lien entre les processus mondiaux concernant la lutte contre le changement climatique, le développement et la réduction des risques de catastrophe afin d'assurer une réponse coordonnée et plus efficace aux défis mondiaux.